

**Ambassade des États-Unis
OTTAWA, ONTARIO Canada**

Allocution de l'ambassadeur Paul Cellucci
lors de la conférence de l'Association des études canadiennes aux États-Unis
«Les liens qui nous unissent : frontières communes, valeurs communes, les relations
canado-américaines»
Vancouver (Colombie-Britannique)

Le 29 octobre 2004

Je vous remercie de votre aimable introduction. J'ai eu le plaisir de m'adresser aux membres de l'Association des études canadiennes aux États-Unis il y a un an, lors de votre réunion tenue à Portland, en Oregon. Je suis très heureux que vous m'ayez invité de nouveau.

Je suis honoré de prendre la parole devant cette assemblée d'universitaires et de professionnels qui contribuent largement à notre compréhension du Canada et des États-Unis et des relations entre nos deux grands pays. Vos recherches et votre enseignement nous aident énormément à mieux connaître nos pays.

Les relations entre les États-Unis et le Canada forment une toile serrée d'interactions entre les particuliers, les diverses institutions privées et tous les ordres de gouvernement. Ceux d'entre nous qui travaillons tous les jours dans le milieu des relations bilatérales ont souvent à se concentrer sur divers problèmes. Je parlerai ce soir de certains de ces problèmes, mais l'un des principaux points que j'aborderai sera de démontrer à quel point ce qui se produit est bien.

Il se passe des choses fort intéressantes dans le secteur des échanges universitaires et éducatif. Les échanges d'étudiants et d'universitaires entre les États-Unis et le Canada contribuent énormément à notre compréhension mutuelle. Présentement, 26 000 Canadiens étudient aux États-Unis et plus de 4 000 Américains étudient au Canada. Il n'existe pas de substitut à l'expérience vécue qu'engendrent les échanges éducatifs.

Dans quelques semaines, j'assisterai à la réunion semestrielle du Conseil de direction de la Commission Fulbright bilatérale, un organisme composé de 19 Canadiens et Américains provenant des deux gouvernements, du secteur privé et de certaines des principales universités de nos deux pays. Nos réunions font ressortir l'importance que revêt pour les Américains et les Canadiens le fait de continuer à apprendre les uns des autres par la voie des relations universitaires directes. Comme vous le savez tous, le programme d'échange Fulbright est l'un des plus anciens et l'un des plus prestigieux programmes d'échanges universitaires parrainés par le gouvernement des États-Unis. Toutefois, il est relativement nouveau au Canada. En fait, l'année prochaine marquera le 15^e anniversaire du début des activités au Canada de la Fulbright Exchange Commission (Commission Fulbright pour les échanges).

Le programme Fulbright est subventionné généreusement par le gouvernement des États-Unis et par celui du Canada et encore plus par le secteur privé de nos deux pays. Au cours des dernières années, sa croissance a été phénoménale, alors que cent universitaires et étudiants sont inscrits au programme. En plus des bourses d'études Fulbright, le programme American Killam Trusts en est à sa deuxième année d'existence, parrainant les échanges d'étudiants canadiens et américains de premier cycle. Tous ceux d'entre nous qui prenons à cœur la compréhension mutuelle qui existe entre les États-Unis et le Canada se réjouissent du soutien accru pour ces programmes d'échanges bilatéraux.

Le programme de cette semaine pour la conférence de l'Association des études canadiennes aux États-Unis (ACSUS) porte sur une foule de sujets qui donneront lieu à de véritables dialogues et débats. Aujourd'hui, j'aimerais traiter de certaines des plus importantes questions bilatérales qui entourent ce partenariat solide et étroit qui existe entre le Canada et les États-Unis. Les relations entre le Canada et les États-Unis sont étendues. Elles sont importantes. Elles sont solides, mais c'est leur important contexte mondial que je soulignerai ici. Je crois que notre défi ne consiste pas uniquement à travailler ensemble en Amérique du Nord, ce que nous faisons depuis longtemps. De plus en plus, nous devons travailler ensemble à l'échelle mondiale.

Comme je l'ai mentionné, ces relations sont vastes, elles sont de beaucoup les plus importantes relations commerciales au monde. Elles totalisent 500 milliards de dollars par année. Les investissements directs des États-Unis au Canada se chiffrent à plus de 150 milliards de dollars et les investissements étrangers directs du Canada aux États-Unis atteignent plus de 130 milliards de dollars. Pour 39 de nos États, le Canada est le premier partenaire commercial. Pour ce qui est des exportations des États-Unis, 23 p. 100 vont au Canada et pour celles du Canada, environ 85 p. 100 vont aux États-Unis.

Nous entretenons aussi de vastes relations dans le secteur de l'énergie. Nous sommes les gardiens de l'environnement de ce continent. Nos citoyens circulent librement et rapidement et nous avons de longues traditions de gouvernement libre, ininterrompu et démocratique.

Je crois qu'il s'agit des plus importantes relations qu'entretiennent les États-Unis dans le monde, en particulier si l'on tient compte des répercussions de ces relations sur la vie quotidienne des citoyens des États-Unis. Des millions d'emplois dépendent des transactions commerciales interfrontalières qui ont lieu chaque année et chaque jour, des millions d'emplois au Canada et aux États-Unis. C'est ce qui permet à tant de familles dans mon pays de se nourrir, de maintenir leur mode et leur niveau de vie.

Nous sommes aussi très interreliés. Lorsque les lumières se sont éteintes dans la ville de New York au cours de l'été il y a deux ans, elles se sont aussi éteintes à Toronto. Lorsque l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a frappé Toronto, le personnel de notre centre de contrôle des maladies était sur place pour venir en aide aux agents ontariens et fédéraux de la santé.

À la suite de la crise liée à la maladie de la vache folle (EBS), nous avons compris que notre marché du bœuf est hautement intégré et que nous devons travailler ensemble à l'avancement de la science dans ce domaine et à l'élaboration des règlements. Comme vous le savez peut-être, dans le cas de l'EBS, le département de l'Agriculture a proposé l'adoption d'une règle qui rétablirait entièrement le commerce du bœuf avec le Canada. Le président George W. Bush, le département de l'Agriculture et la plupart des intervenants de l'industrie du bœuf aux États-Unis appuient l'adoption de cette règle, établie à la suite d'une enquête scientifique approfondie, dans l'intérêt des consommateurs des deux côtés de la frontière au sein de notre marché intégré. Nous souhaitons que cette règle soit bientôt adoptée et que cette importante industrie qu'est le commerce du bœuf soit rétablie.

Toutefois, nous devons voir plus loin. Nous devons établir des protocoles ici en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde pour éviter que des cas isolés d'EBS n'entraînent la fermeture de nos frontières, ce qui se fait partout dans le monde lorsqu'un cas d'EBS est décelé. En fait, lorsque nous avons ouvert nos frontières au bœuf en caisse carton provenant du Canada, c'était la première fois qu'un pays ouvrait ses frontières au bœuf d'un pays où un cas d'EBS avait été décelé. Nous devons trouver une solution à la situation actuelle et faire adopter la règle, mais nous devons aussi penser à l'avenir.

Par ailleurs la collaboration qui existe entre les organismes d'application de la loi et du renseignement du Canada et des États-Unis est exceptionnelle. J'en reparlerai un peu plus tard.

Nous sommes fiers d'être membres du NORAD, le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, et nous envisageons avec plaisir le renouvellement et l'élargissement de cet accord l'année prochaine. Il existe depuis 40 ans. La mission du NORAD consiste à protéger nos deux pays lorsque des aéronefs s'y dirigent.

Nous examinons les questions liées à la défense antimissile. Nous avons récemment conclu un accord avec le Canada dans le cadre duquel la détection rapide aérospatiale a été confiée au NORAD. Nous souhaitons que le Canada décide de participer à la défense antimissile. Nous sommes d'avis que sa participation serait conforme à la mission historique du NORAD et aiderait à le renforcer à mesure que nous progressons.

Nous avons également mis en place la frontière intelligente, une importante réalisation pour nos deux pays, une frontière qui, tout en étant sécuritaire, est aussi accommodante. Le secrétaire Tom Ridge a rencontré ici, la semaine dernière, la vice-première ministre Anne McLellan. Ils se rencontrent fréquemment. Les membres de leur personnel travaillent ensemble tous les jours, tout comme les membres du personnel de mon ambassade avec ceux de l'ambassadeur Michael Kergin à Washington. C'est une collaboration en voie de développement, mais nous avons beaucoup progressé. C'est ce qui a permis au secrétaire Tom Ridge et à la vice-première ministre Anne McLellan d'annoncer l'ouverture de plusieurs nouvelles voies rapides EXPRES, la création d'une nouvelle équipe intégrée de police des frontières et certains autres progrès soutenus.

Comme je l'ai mentionné, ce que font le Canada et les États-Unis doit être pris dans un contexte mondial. Avant d'aborder le système mondial de libre-échange, je mentionnerai deux autres importants secteurs de coopération, soit l'environnement et l'énergie. La coopération dans le secteur de l'environnement est très importante en Amérique du Nord. Nous collaborons dans bien des domaines, de la qualité de l'eau des Grands Lacs à la réduction des émissions de mercure dans l'atmosphère. L'un des domaines que je tiens à mentionner aujourd'hui, du fait qu'à mon avis il est parfois mal compris et mal présente, au Canada comme aux États-Unis, est celui du changement climatique.

Le Canada et les États-Unis ont adopté des approches différentes à l'égard du Protocole de Kyoto. Le président a décidé que les normes du Protocole de Kyoto engendreraient une réduction du niveau de vie des citoyens des États-Unis. Il n'était pas disposé à accepter une réduction de notre niveau de vie du fait qu'il est convaincu que, si nous utilisons adéquatement nos ressources scientifiques, nous pouvons chercher à résoudre le problème *et* maintenir notre niveau de vie.

Il n'existe aucun doute que nous demeurons engagés à respecter l'objectif principal de la convention cadre des Nations Unies, soit la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre. Le président a annoncé que la politique des États-Unis serait de ralentir, d'arrêter et éventuellement d'enrayer les émissions de gaz à effet de serre par le recours à des méthodes scientifiques solides.

Nous nous sommes engagés à diminuer l'intensité de nos gaz à effet de serre, c'est-à-dire, les émissions par unité d'activité économique, de 18 p. 100 en dix ans, soit l'équivalent de retirer de la route 70 millions de véhicules.

Nous croyons que nous pouvons y arriver car c'est une idée pleine de bon sens. La croissance économique fait partie de l'évolution environnementale. Elle fournit les ressources pour la recherche et pour les investissements dans l'environnement. Les États-Unis consacrent 5,8 milliards de dollars par année à cette question, du fait que nous voulons utiliser la science à bon escient. J'aimerais aussi souligner, pour mettre la chose encore plus en perspective, que non seulement ce montant est-il supérieur à celui que consacre tout autre pays dans le monde, mais il est supérieur au montant que consacrent tous les pays d'Europe, le Japon et le Canada réunis.

Donc, la prochaine fois que vous lirez que les États-Unis ne se préoccupent pas de la question du réchauffement de la planète, j'ose espérer que vous vous souviendrez de mes paroles. Nous nous efforçons d'utiliser la science à bon escient. Nous investissons dans la science. Nous travaillons en étroite collaboration avec le Canada, Nous avons créé un groupe de travail bilatéral sur le changement climatique. Nous nous penchons sur les questions liées à la séquestration du carbone, au Sommet sur l'observation de la Terre et à l'économie de l'hydrogène.

Je suis allé récemment à Iqaluit. Il est très évident que les régions nordiques subissent les répercussions du réchauffement de la planète probablement plus rapidement que les autres parties du monde. La glace ne gèle pas aussi rapidement et des changements se

produisent dans les habitats fauniques. Nous savons que si nous n'agissons pas, les répercussions se feront sentir à l'échelle mondiale. Nous parlons d'îles qui n'existeront plus en tant qu'îles. Nous parlons de collectivités côtières qui n'en seront plus.

Il s'agit du cycle naturel qui s'échelonne sur des centaines de milliers d'années, la terre se réchauffe et la terre se refroidit. Nous sommes maintenant à la fin de la période de réchauffement. Nous savons que les gaz à effet de serre ont des répercussions. Nous devons déterminer quelles sont ces répercussions, comment y remédier et comment nous assurer que nous sommes prêts à affronter ce que nous réserve l'avenir.

La raison pour laquelle je mentionne le changement climatique est qu'il a une incidence très importante et se situe dans un contexte mondiale. C'est un problème que nous prenons très au sérieux et auquel nous consacrons beaucoup d'argent pour nous assurer que nous l'abordons correctement.

Pour résumer, notre économie est fondée sur les hydrocarbures. Elle dure depuis un siècle, mais elle ne durera pas toujours. Si nous adoptons une approche à long terme, c'est-à-dire établir des échéanciers réalistes et tirer parti du pouvoir de transformation de la technologie, nous pouvons apporter les transformations nécessaires à l'échelle voulue sans provoquer de perturbations économiques. C'est définitivement le but que visent les États-Unis.

Nos relations en matière d'énergie avec le Canada sont aussi vastes. Vous êtes notre plus important fournisseur d'énergie totale, dans un rapport de deux et demi pour un. Nous importons plus de pétrole du Canada que de l'Arabie saoudite et d'énormes quantités de gaz naturel et d'énergie hydroélectrique. Nous vendons également beaucoup d'électricité au Canada, en particulier au cours des mois plus froids. Nos relations vont vraiment dans les deux sens. Comme je l'ai mentionné, nous faisons fondamentalement partie du même réseau.

En 2001, le président a créé le groupe de travail nationale sur l'énergie (National Energy Working Group) qui reconnaît que nous avons un important défi à relever en matière d'infrastructures. Je crois que nous devons mettre en place au Canada et aux États-Unis un régime de réglementations qui inciterait l'amélioration du réseau intégré. Je crois que les États-Unis et les autres provinces du Canada doivent faire ce que le Québec a fait après la tempête de verglas. Nous devons résoudre les problèmes du réseau afin que ne se reproduise plus la panne d'électricité que nous avons connue en été, il y deux ans. Nous devons avoir le bon contexte de réglementation pour attirer les investissements.

Nous avons aussi des défis à relever en matière d'approvisionnement. Le prix mondial du pétrole est à la hausse, comme nous le constatons présentement, et bientôt, en raison de la demande pour le gaz naturel, nous ne pourrions répondre à la demande totale avec le gaz produit ici en Amérique du Nord. Essentiellement, notre marché du gaz naturel est continental, mais, lorsque nous construirons des ports pour le gaz naturel liquéfié (GNL) et que nous en importerons d'ailleurs dans le monde, le prix du gaz naturel se négociera aussi à l'échelle mondiale.

Le Canada produit assez de pétrole pour s'autosuffire, mais son prix au Canada est le même que le prix mondial. Je crois qu'il est important de reconnaître ici encore que tout ce que nous faisons se situe dans un contexte mondial. Nous devons diversifier les approvisionnements et accroître les sources d'énergie en Amérique du Nord. Nous y arriverons en laissant libre cours aux marchés et à la technologie. En dépit des prix élevés du pétrole que nous connaissons présentement, nous n'avons pas encore trouvé un meilleur moyen que le libre marché mondial pour fournir des biens et des services à des milliards de personnes. Il en va de même de l'énergie. Nous devons nous en souvenir à mesure que nous concevons de nouvelles technologies et que nous trouverons d'autres sources fiables d'énergie ici en Amérique du Nord.

Accordez-moi quelques minutes pour vous dire un mot sur le système mondial de libre-échange. Je sais que cette question est devenue plus ou moins un thème électoral au Canada, lors de vos élections de juin dernier, et aux États-Unis au cours de la présente campagne électorale en vue du scrutin du 2 novembre prochain. Je crois que nous ne devrions pas oublier que nous sommes chanceux de vivre dans ces deux pays formidables, deux sociétés démocratiques ouvertes et libres où la liberté individuelle et les droits de la personne sont respectés. Nos économies sont fortes, elles créent des emplois, elles engendrent la prospérité et elles procurent une belle vie à la majorité de nos citoyens.

N'oublions pas qu'il n'en est pas de même pour des milliards de personnes sur la planète. Les États-Unis et le Canada travaillent ensemble, dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques et au sein de l'Organisation mondiale du commerce, surtout à propager ce que nous avons ici. Nous voulons propager la liberté. Nous voulons propager la prospérité. Nous voulons que de plus en plus de personnes sur la planète aient une meilleure qualité de vie.

Nous devons corriger la situation au sujet des subventions à l'agriculture. Nous avons présenté une proposition visant à réduire de 100 milliards de dollars ces subventions. Au Canada et aux États-Unis, ces subventions varient entre 18 p. 100 et 20 p. 100, alors qu'en Europe elles varient entre 36 p. 100 et 40 p. 100 et qu'au Japon elles sont de 50 p. 100. L'un de nos défis consiste à convaincre les Européens et les Japonais de faire des concessions et de réduire leurs subventions, et ce, pour permettre aux produits agricoles des pays en développement d'entrer sur les marchés, ce qui aurait comme résultat de réduire les prix à la consommation et de donner un plus grand choix à nos citoyens. Comme vous le savez, parler de s'approvisionner à l'étranger est un sujet tabou si l'on se fie à certaines discussions politiques aux États-Unis. Je ne suis pas de cet avis et je persiste à dire que nous devons continuer à développer le libre-échange et les possibilités qui vont de pair.

En premier lieu, je crois que c'est ce que nous devons faire. Le libre-échange et la croissance économique qu'il engendre est le meilleur moyen de donner aux gens une meilleure qualité de vie. Je crois que cela sert nos intérêts économiques. Le Canada et les États-Unis sont de grands pays exportateurs. Si nous pouvons venir en aide à un pays en

développement, si nous pouvons aider un État avorton à créer un climat propice à l'investissement et au commerce qui permette à son économie de croître et à ses citoyens de trouver des emplois et d'avoir une meilleure vie, nous créerons ainsi des millions et des millions de consommateurs de classe moyenne. Ces consommateurs achèteront aussi des produits provenant des États-Unis et du Canada. Si nous continuons à investir dans l'éducation et dans la formation comme nous le faisons, nous demeurerons à l'avant-garde de la courbe technologique. Nous créerons toujours plus d'emplois rémunérateurs que nous en perdrons en s'approvisionnant à l'étranger.

Je crois donc fermement que c'est là servir nos intérêts économiques. Je crois également que c'est servir nos intérêts en matière de sécurité. La lutte contre le terrorisme, dont je parlerai à la fin de mon allocution, ne consiste pas uniquement à vaincre al-Qaëda. Elle consiste à prendre un État avorton comme l'Afghanistan, à l'aider à établir des pratiques démocratiques, à créer un climat propice à l'investissement et au commerce, et ce, afin que ses citoyens puissent espérer une meilleure vie et un avenir prometteur.

Il est facile de comprendre pourquoi l'Afghanistan est devenu un lieu d'entraînement pour les organisations terroristes. Les femmes n'avaient pas de place dans cette société. Les gens ne pouvaient pas voter et avoir droit de parole au sein de leur gouvernement. Ils n'avaient ni espoir ni possibilités. Bien qu'il ne soit pas facile dans ce pays, tout comme en Irak, de bâtir des sociétés démocratiques, nous avons intérêt à le faire pour notre sécurité. Je crois aussi que c'est le souhait des populations partout ailleurs. Les gens veulent être libres. Ils veulent que leurs enfants aient une meilleure vie. Ils veulent pouvoir espérer et voir des possibilités s'ouvrir dans leur vie.

Je crois que nous devons également nous souvenir que les données sur le commerce et l'investissement éclipsent celles sur l'aide étrangère. Je ne dis pas que l'aide étrangère n'est pas un outil important, elle l'est. Nous pouvons utiliser les fonds à l'aide étrangère pour aider un pays à mettre sur pied un système judiciaire qui respecte la primauté du droit. Nous pouvons utiliser l'aide étrangère pour aider un pays à construire des routes lui permettant d'exploiter des ressources qui renforceront son économie. Nous devons instaurer la primauté du droit de façon démocratique pour créer un climat propice à l'investissement afin que les entreprises ne craignent pas d'investir dans un pays. Nous devons édifier des économies qui créent des emplois. C'est la façon dont nous sortirons les gens de la pauvreté et leur donnerons une meilleure vie.

Nous en avons ici l'exemple en Amérique du Nord. L'Accord de libre-échange nord-américain a aidé le Canada, les États-Unis et le Mexique. Beaucoup plus de Mexicains vivent mieux depuis que leur économie s'est améliorée. La démocratie au Mexique s'est renforcée. Lors des plus récentes élections présidentielles, le parti d'opposition a remporté les élections et le transfert des pouvoirs s'est effectué dans le calme pour la première fois dans l'histoire du Mexique. J'ai rencontré le président Vicente Fox cette semaine, lors de sa visite officielle à Ottawa. Je sais que lui et que de nombreux Mexicains dans tous les secteurs de la vie publique misent sur les avantages du libre-échange, dans le cadre de l'ALENA, pour continuer à donner au Mexique l'espoir que la prospérité et la liberté continueront à croître.

Je crois également que nous pouvons faire encore plus ici en Amérique du Nord. Nous avons créé le groupe de travail nord-américain sur l'énergie. Nous pouvons coordonner la réglementation sur l'étiquetage du pays d'origine et nous pouvons aussi uniformiser nos règlements en matière de santé et de sécurité. Je crois que c'est l'un des sujets dont le premier ministre Paul Martin et le président Vicente Fox discuteront la semaine prochaine. Je sais qu'ils en ont discuté avec le président George W. Bush. Nous devons continuer à montrer l'exemple avec l'ALENA, montrer l'exemple au monde entier.

Nous devons aussi profiter de l'occasion pour déclencher l'expansion économique en concluant un accord mondial d'accès aux marchés. Comme l'a déclaré récemment le président Bush devant l'assemblée de l'Organisation des Nations Unies, nous croyons au pouvoir transformateur de la liberté. La liberté va de l'avant et je crois que c'est notre devoir, et vraiment notre destinée, de contribuer à promouvoir la liberté. J'ai la certitude que le Canada et les États-Unis demeureront de solides partenaires dans ce cheminement.

Nous ne réussissons que si nous continuons à affronter et à faire échec aux menaces terroristes internationales. Comme je l'ai mentionné plus tôt, les États-Unis et le Canada sont de solides partenaires en la matière. Nous avons créé une zone de confiance ici en Amérique du Nord. Nous avons mis en place la frontière intelligente. Nous avons lancé l'initiative de sûreté des installations portuaires afin que nous puissions travailler ensemble pour déterminer quels sont parmi les millions de conteneurs qui entrent dans nos ports ceux qui devraient être examinés. Nous avons mis en place la frontière intelligente. Nos organismes d'application de la loi et du renseignement collaborent de façon extraordinaire, mais je dois vous dire que cette collaboration est maintenant plus importante que jamais. Un autre attentat pourrait être catastrophique pour nos relations économiques. La menace est toujours présente. Elle est réelle et nous devons continuer à travailler ensemble pour nous assurer que les terroristes ne frappent pas de nouveau. Notre géographie seule fait en sorte qu'inévitablement les terroristes songeront à utiliser le Canada comme rampe de lancement possible pour entrer aux États-Unis. Il est d'une capital que le Canada et les États-Unis continuent à travailler ensemble. C'est exactement ce que nous faisons.

J'ai souvent dit, au Canada comme aux États-Unis, que nous devons accepter le fait que nous ne pouvons défendre notre territoire sans l'aide du Canada. Il est indispensable que nous collaborions avec la Gendarmerie royale du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité et d'autres organismes d'application de la loi et du renseignement ici au Canada. C'est indispensable pour assurer la protection des citoyens des États-Unis et de ceux du Canada.

Nous sommes très encouragés et heureux à la suite de l'annonce par le premier ministre Paul Martin de la politique nationale de sécurité, en avril dernier. Elle comporte trois objectifs importants, le premier, protéger les Canadiens au pays et à l'étranger, le deuxième, contribuer à la sécurité mondiale. à ce sujet, je dois dire que le Canada s'acquitte bien de son travail. Par l'envoi de militaires en Afghanistan, par l'intervention rapide de ses forces militaires en Haïti pour aider à résoudre les problèmes permanents de

ce pays et par les fonds considérables qu'il s'est engagé à verser pour l'aide et la reconstruction en Irak, dont une grande partie a déjà été reçue, le Canada contribue à la sécurité mondiale.

S'assurer que le Canada n'est pas utilisé comme base pour menacer ses alliés constitue la troisième priorité. Ce n'est d'après moi qu'une autre façon de dire ce que j'ai déjà dit, soit que les États-Unis ne peuvent défendre leur territoire sans l'aide du Canada.

Lorsque le premier ministre Paul Martin a rencontré le président George W. Bush, dans le Bureau ovale, en avril, il a dit au président qu'il craignait la menace terroriste qui plane sur les villes du Canada tout autant que le président la craint pour les villes des États-Unis. Je crois qu'il est très important que nos deux dirigeants soient sur la même longueur d'onde lorsqu'il s'agit de faire face aux menaces terroristes internationales. Il me semble bien évident que nous allons continuer à collaborer pour protéger les citoyens du Canada et des États-Unis.

Construire un monde plus sécuritaire et plus prospère, protéger les ressources naturelles de l'Amérique du Nord, travailler pour nous assurer que nous disposons de l'énergie nécessaire pour alimenter nos économies, nous protéger contre le terrorisme, tous ces thèmes que j'ai abordés aujourd'hui constituent des questions qui intéressent les États-Unis et le Canada ainsi que le reste de la collectivité mondiale. Nous ne pouvons y arriver qu'en travaillant ensemble. Aucun d'entre nous ne peut atteindre seul ces objectifs.

J'aimerais aussi souligner que, pour nous en Amérique du Nord et particulièrement dans le cas du Canada et des États-Unis, nous ne partageons pas uniquement des objectifs importants, nous partageons aussi des valeurs fondamentales. Nos deux pays ont tenu des élections cette année. C'est la deuxième fois en quatre ans que le Canada et les États-Unis tiennent des élections nationales au cours de la même année. Les Canadiens sont avec raison fiers de leur longue tradition parlementaire qui englobe le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif et d'une tradition politique évolutive conçue pour établir le consensus et la conciliation entre divers groupes de personnes.

Les citoyens des États-Unis éprouvent la même fierté envers un système politique qui sépare et équilibre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir juridique. C'est un système politique qui, à dessin tient en haute estime et souvent entraîne des différends et des débats contradictoires dans la vie politique nationale.

Paradoxalement, nos différents systèmes politiques nationaux illustrent les plus importantes valeurs que nous avons en commun. Rien n'est plus cher aux citoyens du Canada et des États-Unis qu'un système politique qui leur permet de choisir en tout point leur gouvernement et leurs représentants. Ce système constitue la base de notre liberté de vivre, de penser, de s'exprimer et de prospérer.

Ces valeurs ne doivent pas être tenues pour acquises. Depuis plus de deux siècles, des immigrants de toutes les croyances et de toutes les cultures, ayant les mêmes valeurs que

nous, sont venus chez nous en quête de liberté. Et ils viennent encore et de ce fait, ils contribuent au renouveau de notre société. Ces valeurs de liberté, que sont les élections libres et les gouvernements démocratiques, sont le ciment qui unit les relations entre le Canada et les États-Unis.

Merci beaucoup.